

focus Infos

Bimensuel Togolais d'Informations
www.focusinfos.net

PRIX
500
F CFA



N°173 | du 25 Janvier au 08 Février 2017



moovinternet

Le haut débit, ça change le monde !



www.moov.tg

Service clients : 777 (gratuit) ou 9999 7777 (payant)

[moovtogoofficiel](https://www.facebook.com/moovtogoofficiel)

[epiqnatonogoofficiel](https://www.facebook.com/epiqnatonogoofficiel)

ECONOMIE

P.7,8-9

**BAISSE D'ACTIVITES, RECU
DES RECETTES, MAUVAISES
PERFORMANCES, GROGNE DES
OPERATEURS...
QUE SE PASSE T-IL AU PORT?**

Politique P.2

**RETOUR DE M^E AGBOYIBO :
LA MAUVAISE CARTE
DU CAR**

**8 HOMMES P.4
DETIENNENT
AUTANT DE
RICHESSES QUE
3,6 MILLIARDS
DE PERSONNES**

Invité Spécial P.6



**MME SAHOUDA
GBADAMASSI-
MIVÉDOR,
DIRECTRICE
GÉNÉRALE DU
FAIEJ**

Economie P.7

**L'ETAT TOGOLAIS
MET FIN À LA
CONCESSION DE
L'HOTEL IBIS**

International P.12

**INTERVENTION EN
GAMBIE: QUI PAIE
LA FACTURE?**



Faites vous plaisir en cette fin d'année

13 900 000 FCFA TTC*

Du 05 novembre au 15 décembre 2016

* Stock limité / Modèle concerné C4 AIR CROSS 4x2 EVM

CFAO MOTORS
cfaogroup.com

Distributeur Officiel **CITROËN**

FIASCO!

Au grand désespoir de leurs supporters, les Eperviers ont été éliminés, sans gloire, de la 31^e édition de la Coupe d'Afrique des Nations de football qui se déroule au Gabon.

Pour certains spécialistes, la déception ne doit pas masquer les tares à l'origine de cette élimination qui selon eux, n'est pas une surprise. Ils allèguent que lorsqu'on fait jouer l'un de nos meilleurs attaquants comme latéral, le plus expérimenté milieu comme défenseur central et qu'au surplus, les deux principaux cadres de l'équipe sont sans club, il ne faut pas s'étonner du résultat.

Pourtant, le premier match plutôt réussi et que l'équipe nationale togolaise aurait pu emporter face à la Côte d'Ivoire avec un peu plus de précision et d'audace, était tout sauf annonciateur d'un départ précoce de la compétition.

De fait, il faut aujourd'hui tirer les leçons de cette énième désillusion et situer les responsabilités. La première est naturellement celle des joueurs, puisque ce sont eux qui furent sur le terrain. Mais elle ne peut qu'être limitée. La deuxième relève du sélectionneur. Pour ses choix surprenants voire hasardeux. Payé rubis sur ongles, il doit assumer cette sortie peu glorieuse même si certains font remarquer qu'il nous avait obtenu une qualification quasi miraculeuse. Insuffisant cependant pour excuser et contre balancer cette élimination qui laisse un goût d'inachevé. Il faudra s'interroger sans précipitations ni volonté de couper absolument des têtes, sur l'avenir de ce coach à l'expérience et aux qualités établies, mais dont les compétences sont peut être surestimées et le palmarès pas si éloquent que cela.

Il y a par ailleurs la responsabilité des dirigeants du football. Pas uniquement de l'équipe actuelle, qui fête à peine un (1) an pour assumer le bilan de plusieurs années d'approximations, de guerres aussi inutiles que fratricides, de coups bas, de cafouillage, d'immobilisme et de déficit chronique d'initiatives porteuses. Il incombe désormais à ceux qui ont les rennes de la fédération, de ne plus se contenter comme seul fait d'arme, l'arrivée d'un sélectionneur hyper médiatisé. Mais d'engager des réformes de fond, qui passent nécessairement et d'abord par un investissement accru dans la formation, pour l'éclosion des talents de demain et de nos futurs champions. Mais aussi par l'installation de championnats compétitifs en mobilisant d'importants moyens.

Notre pays ne peut plus se contenter de places honorifiques, au nom de l'inacceptable principe selon lequel « l'essentiel est de participer », surtout après avoir dépensé plus de 5 milliards de nos francs. Elle est bien trop chère cette figuration. Au-delà du football, le sport en général doit être repensé par les autorités. Les athlètes jadis performants n'ont de plus de cadre ni de moyens pour s'exprimer, le handball, le tennis et le basket-ball togolais autrefois compétitifs sont aujourd'hui de misérables sports aux tristes résultats. Les compétitions de sports de masse pour détecter les talents ont simplement disparu. Probablement, le renouveau passera par des états généraux. Quoi qu'il en soit, la navigation à vue en la matière doit cesser. Et les résultats de nos champions, arrêter d'être confiés au petit-bonheur-la chance ou à la providence, comme ce fut le cas pour le match couperet contre la République Démocratique du Congo.

RETOUR DE M^e AGBOYIBO : LA MAUVAISE CARTE DU CAR

Sans surprise, M^e Yawovi AGBOYIBO a repris les rennes du Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) à l'issue d'un congrès taillé sur mesure. Ce retour du « président fondateur » éteint, pour le moment, les ambitions des lieutenants qui lui sont restés fidèles. Il est surtout un retour vers le passé dont le parti ne tirera aucun profit, sinon du discrédit.

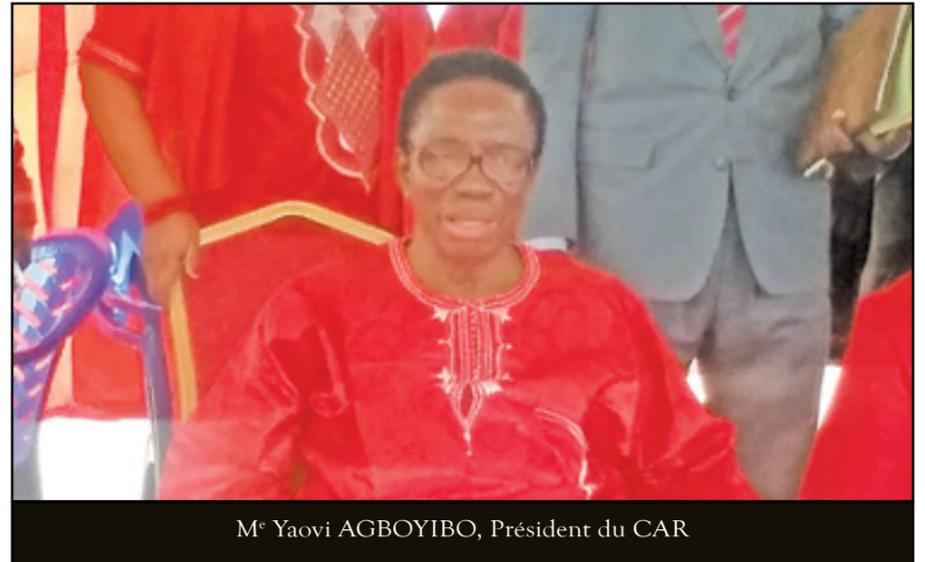
Le 14 janvier dernier, M^e Yawovi AGBOYIBO a confirmé ce que tout le monde savait déjà : il est l'instigateur de la crise qui a secoué plusieurs mois durant, le CAR, avec pour enjeu son retour à la tête du parti. De fait, après deux jours de congrès et lâché par beaucoup de militants et la plupart de ses cadres historiques (Me Gahoun HEBBOR, Dr James AMAGLO, Ms Marc AMEGANVI, NANA etc...), l'ancien Premier ministre s'est fait adouber par les congressistes.

Il a promis le « retour de la méthode », basée sur l'association efficiente de la pression de rue et du dialogue, qui avait permis jadis, d'arracher des concessions au pouvoir en place, aujourd'hui devenues des acquis démocratiques. Pour lui, la situation sociopolitique s'est empirée dans le pays, avec un régime autiste fermé à toute idée d'alternance, face à une pauvreté de masse et à la souffrance d'un peuple en manque de repères. « Je ne pouvais rester indifférent à cette situation » a déclaré l'homme de Kouvé, considérant ainsi son come-back quasiment comme une mission messianique. L'« homme providentiel » est donc revenu « pour battre le fer » et créer une dynamique devant aboutir aux succès électoraux de l'opposition sur le pouvoir.

VICTOIRE À LA PYRRHUS :

Ce retour aux affaires qui consacre le putsch mené contre l'équipe sortante, poussée à la sortie par des méthodes staliniennes, est une victoire à la Pyrrhus. A part satisfaire l'ego d'un homme qui estime être l'un des pères fondateurs de la démocratie togolaise - là pour le coup il a raison, et lui offrir une visibilité médiatique, la reprise en main du parti par M^e AGBOYIBO n'est une bonne nouvelle pour personne. Elle n'aura par ailleurs aucun effet positif ni sur les résultats électoraux futurs pour le CAR, ni sur la situation politique générale dans le pays.

En effet, à plus de 70 ans et sans tomber dans le délit de vieillesse, l'ancien bâtonnier n'a plus rien à offrir qu'il ne l'ait déjà fait en plus d'un quart de siècle d'engagement politique. L'« âge du capitaine » est un sérieux handicap pour les joutes futures qu'il prétend devoir mener. Son parti, aujourd'hui réduit à sa portion congrue avec le départ massif de cadres et de militants, va poursuivre son inexorable descente aux enfers et aller encore plus vers des déconvenues électorales. Parce qu'il n'a jamais su renouveler ses idées ni ses hommes. Englué dans un nombrilisme suicidaire qui l'amène à vouloir encore tout contrôler et imposer ses points de vue,



M^e Yaovi AGBOYIBO, Président du CAR

à être l'alpha et l'oméga du parti, alors que tous les leaders de sa génération ont pris leur retraite, M^e AGBOYIBO ne laisse pas éclore de nouvelles réflexions autour de la lutte politique, ni de nouvelles énergies, qu'il prend un plaisir presque jouissif à éteindre.

Homme du passé et incarnation du passif, en ce qu'il fait partie de ces importants responsables politiques de l'opposition qui, malgré leur qualité, n'ont jamais réussi à réaliser l'alternance au Togo, il est illusoire de penser que les Togolais plébiscitent son retour et de lui réserver des lendemains électoraux qui chantent. D'autant plus que, reposant essentiellement sur le peuple ouatchi, son audience parmi cette population lui sera désormais disputée par son ex-lieutenant Dédji APEVON et ses Forces des Démocrates pour la République (FDR).

ISOLE :

Plusieurs responsables politiques ont réagi au retour de M^e Yawovi AGBOYIBO au devant de la scène. C'est le cas par exemple de Nathanael OLYMPIO du Parti des Togolais qui a indiqué que « c'est au sein des partis que des actions peuvent être menées, des initiatives prises et des courants naître. M^e Agboyibo est revenu à la tête du CAR, allons au-delà des premières impressions, attendons de voir ce qu'il va faire et apprécions à leur juste valeur les actes qui seront posés. Fulbert ATTISSO rappelait pour sa part que M^e Agboyibo a toujours été considéré comme porteur d'une méthode qui a permis au Togo de faire des avancées sur le plan politique, soutenant qu'« il reste un homme d'envergure, et s'il faut dépasser les sentiments quelqu'un qui a des qualités, on peut le rappeler ». Quant au Pr Aimé GOGUE, il a déclaré qu'« il ne faut pas chercher à donner un jugement à une crise interne à un parti politique. »

En dépit de ces tons neutres voire

bienveillants de ses collègues, M^e AGBOYIBO aura toutes les difficultés du monde à se trouver un espace politique et d'expression. En effet, à moins d'un sabotage délibéré et programmé, le CAR

ne choisira pas l'option de rejoindre la majorité et ses partis satellites, alliés officieux ou assumés. Peu probable qu'il adhère aussi à la coalition CAP 2015, le plus important regroupement de l'opposition, dominé par l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC), avec laquelle il entretient des relations tumultueuses. Au surplus, Jean-Pierre FABRE qu'il surnomme le « gourou » lui voue un mépris et une détestation viscérales, qu'il lui rend bien par ailleurs. Il est encore plus improbable, quoique la politique nous réserve souvent bien de surprises et de retournements de situations ou d'alliances, que le CAR fasse route avec les FDR et leurs alliés, même si cette alliance encore naissante, n'a pas encore été formalisée.

De fait, M^e AGBOYIBO et ses amis sont plus que jamais isolés sur la scène politique, à un an des élections législatives (et sans doute des locales) dont les dernières éditions ont démontré que seule une coalition garantirait des sièges. En toute hypothèse, il est loin l'époque d'un parti triomphant, plus importante force politique du pays avec 34 députés à l'Assemblée nationale. C'était en 1994, une éternité et surtout une époque révolue malheureusement pour une formation qui avait fait tant rêver.

Le nouvel exécutif du CAR :

Président: M^e. AGBOYIBO Yawovi...
1er Vice President: YENDOUBAN Kolani
2eme Vice President: AWOKOU Nador
3eme Vice Presidente: YEMEY Akossiwa
4eme Vice Presidente Mme YESOUWOWE Blandine
Secrétaire national: KISSI Jean
Secrétaire général Adjoint : PADABISSE Jean
Trésorière nationale : Mme WOROU Amah
Trésorier national adjoint : TOUMKAM Simia



maxAfrica

moov **Vœux**

**Une année riche
en surprises commence...**

Bonne année 2017 !

SELON OXFAM, HUIT HOMMES DETIENNENT AUTANT DE RICHESSES QUE 3,6 MILLIARDS DE PERSONNES DANS LE MONDE

✪ Ibrahim SEYDOU

Dans un nouveau rapport publié le 16 janvier dernier à l'occasion de la rencontre annuelle de l'élite politique et économique à Davos (Suisse), l'ONG OXFAM déclare que seuls huit hommes détiennent autant de richesses que les 3,6 milliards de personnes qui représentent la moitié la plus pauvre de l'humanité. Ce document intitulé « Une économie au service des 99 % », montre que l'écart entre les riches et les pauvres est beaucoup plus important qu'on ne le craignait. Il illustre en détail comment les grandes entreprises et les plus fortunés alimentent la crise des inégalités en éludant l'impôt, en réduisant les salaires et en utilisant leur pouvoir pour influencer la politique. Il préconise donc des changements fondamentaux dans la façon dont nous gérons nos économies afin que celles-ci servent l'ensemble de la population, et non une poignée de privilégiés seulement.

De nouvelles données plus précises sur la répartition des richesses dans le monde, en particulier en Inde et en Chine, indiquent que la moitié la plus pauvre de la population mondiale possède une part des richesses plus réduite que l'on ne pensait. Si ces données avaient été disponibles l'an dernier, elles auraient montré que neuf milliardaires détenaient autant que la moitié la plus pauvre de l'humanité, et non 62 comme l'avait calculé Oxfam.

Pour Winnie Byanyima, directrice générale d'Oxfam International, « il est indécent que tant de richesses soient détenues par si peu de monde, quand une personne sur dix survit avec moins de 2 dollars par jour. Les inégalités enferment des centaines de millions de personnes dans la pauvreté, fracturent nos sociétés et affaiblissent la démocratie. »

« Partout dans le monde, des femmes et des hommes sont laissés pour compte. Leurs salaires stagnent, mais les grands patrons s'octroient des primes qui se chiffrent en millions de dollars. Leurs services de santé et d'éducation sont réduits pendant que les grandes entreprises et les plus fortunés se soustraient à l'impôt. Leurs voix ne sont pas entendues, alors que les gouvernements se mettent au diapason des grandes entreprises et d'une élite nantie. »

BILL GATES ET COMPAGNIE :

Pour son étude, Oxfam s'est basée sur la liste des huit personnes les plus riches du classement du magazine Forbes. Il s'agit dans l'ordre de l'Américain Bill Gates (fondateur de Microsoft, dont le patrimoine est estimé à 75 milliards de dollars), l'Espagnol Amancio Ortega (Inditex, maison mère de Zara), Warren Buffet (PDG et premier actionnaire de Berkshire Hathaway), le Mexicain Carlos Slim (magnat des télécoms latino-américains), Jeff Bezos (fondateur et PDG d'Amazon), Mark Zuckerberg (PDG et cofondateur de Facebook), Larry Ellison (cofondateur et PDG d'Oracle) et Michael Bloomberg (fondateur et PDG de Bloomberg LP).

Le rapport d'Oxfam montre que nos économies canalisent les richesses vers une élite fortunée aux dépens des couches les plus pauvres de la société, et majoritairement des femmes. Les plus fortunés accumulent les richesses à un tel rythme que le premier « super-millionnaire » du monde pourrait voir son patrimoine

dépasser le milliard de milliards dans 25 ans à peine. Pour mettre ce chiffre en perspective, sachez qu'il faudrait déboursier un million de dollars par jour pendant 2 738 ans pour dépenser 1 000 milliards de dollars.

La colère des populations contre les inégalités secoue déjà le monde politique. Des analystes estiment que les inégalités ont considérablement pesé dans l'élection de Donald Trump aux États-Unis, l'élection du président Duterte aux Philippines et la victoire du Brexit au Royaume-Uni.

Sept personnes sur dix vivent dans un pays où les inégalités se sont accentuées au cours des trente dernières années. Entre 1988 et 2011, les revenus des 10 % les plus pauvres ont augmenté de 65 dollars par an en moyenne, contre 11 800 dollars pour les 1 % les plus riches, soit 182 fois plus.

Les femmes - qui sont souvent employées dans des secteurs à bas salaires, font l'objet de discriminations importantes au travail et se chargent d'une part démesurée du travail de soin non rémunéré - se retrouvent souvent au bas de l'échelle. Si la tendance actuelle se poursuit, il faudra encore 170 ans pour que les femmes atteignent le même niveau de rémunération que les hommes.

Le rapport révèle également comment les grandes entreprises exacerbent les inégalités : pour maximiser la rémunération de leurs actionnaires, elles éludent l'impôt, font pression sur les salaires de leur personnel et les prix payés aux producteurs à la base de leur chaîne d'approvisionnement, et réduisent les investissements dans leur propre activité.

Oxfam a interrogé des ouvrières d'une usine de confection au Vietnam : bien qu'elles travaillent 12 heures par jour et six jours par semaine, leur salaire d'un dollar de l'heure leur permet à peine de s'en sortir. Pourtant, elles fabriquent des vêtements pour quelques-unes des plus grandes marques mondiales de prêt-à-porter et les PDG de ces entreprises font partie des personnes les mieux rémunérées de la planète. L'évasion fiscale des entreprises coûte au moins 100 milliards de dollars par an aux pays pauvres. Avec cette somme, les 124 millions d'enfants non scolarisés dans le monde pourraient recevoir une éducation, et des interventions médicales pourraient éviter la mort d'au moins 6 millions d'enfants chaque année.

Ce rapport met en lumière la façon



Winnie Byanyima, directrice générale d'Oxfam international

dont les plus fortunés recourent à un réseau de paradis fiscaux pour éviter de payer leur part d'impôt et à une armée de gestionnaires de patrimoine pour obtenir des retours sur investissement inaccessibles à l'épargnant moyen. Contrairement aux idées reçues, nombre de ces personnes ne doivent pas leur fortune à leur propre mérite. L'analyse d'Oxfam montre que plus de la moitié des milliardaires du monde ont hérité de leur fortune ou l'ont accumulée dans des secteurs d'activité où la corruption et le copinage sont monnaie courante.

Les grandes entreprises et les plus fortunés mettent à profit leur argent et leurs relations pour s'assurer que les politiques publiques leur soient favorables. Par exemple, les milliardaires brésiliens ont cherché à influencer les élections et leur lobbying a eu pour effet de réduire leur facture fiscale. De même, les pétroliers nigériens ont obtenu de généreuses réductions d'impôt.

« Les millions de personnes laissées pour compte par nos économies défaillantes ont besoin de solutions, et non de boucs émissaires, s'insurge Winnie Byanyima. C'est pourquoi Oxfam propose une nouvelle manière de gérer nos économies avec bon sens afin que celles-ci servent le plus grand nombre, au lieu d'une petite minorité privilégiée. »

« Les gouvernements ne sont pas impuissants face au changement technologique et aux forces du marché. Quand les responsables politiques arrêteront d'être obsédés par le PIB et se focaliseront sur l'intérêt de l'ensemble de leurs citoyen-ne-s, et non de quelques grandes fortunes, un avenir meilleur sera possible pour toutes et tous. »

UNE ECONOMIE PLUS HUMAINE :

Dans son plan d'action pour une économie davantage centrée sur l'humain, OXFAM invite les gouvernements à :

- mettre un terme à la concentration extrême des richesses pour en finir avec la pauvreté. Ils doivent augmenter les impôts

travailleuses et travailleurs et pour mettre fin à l'évasion fiscale et au nivellement par le bas de l'impôt sur les sociétés.

- soutenir les entreprises qui contribuent au bien de leur personnel et de la société en général, plutôt que de leurs seuls actionnaires. Le groupe multimilliardaire Mondragon est détenu par ses 74 000 salariés. Tous les membres du personnel reçoivent un salaire décent, car sa structure salariale garantit que les mieux rémunérés ne gagnent pas plus de 9 fois le montant du salaire le plus bas.

- garantir une économie respectueuse des droits des femmes. Les gouvernements doivent contribuer à abattre les obstacles à la promotion économique des femmes, notamment en améliorant leur accès à l'éducation et en favorisant une répartition plus équitable du travail de soin non rémunéré.

L'ONG invite par ailleurs les dirigeant-e-s d'entreprises à participer à la construction d'une économie centrée sur l'humain. Cette année, le Forum économique mondial portant sur le thème d'un « leadership réceptif et responsable », ils pourront commencer par s'engager à payer leur juste part d'impôt et à s'assurer que leurs entreprises versent un salaire suffisant à leur personnel. Les citoyen-ne-s du monde entier peuvent rejoindre la campagne « À égalité ! »

✪ Ibrahim SEYDOU

CLASSEMENT DES PASSEPORTS AFRICAINS LES PLUS FAVORABLES POUR VOYAGER : LE TOGO 28^e.

Le site Passportindex.org qui établit le classement mondial des passeports en fonction de la facilité qu'ils offrent à voyager vient de publier son édition 2017. C'est le passeport seychellois qui arrive en tête en Afrique, permettant de circuler librement dans 126 pays (dont 96 sans visa et 30 avec un visa à l'arrivée). A l'autre extrême, avec un passeport somalien, seule une trentaine de pays

dans le monde vous accueilleront sans visa préalable. Le Togo, classé 28^e, bénéficie de 50 destinations ouvertes.

Au niveau mondial, c'est l'Allemagne qui bénéficie de la plus grande ouverture avec 158 pays ouverts sans visa préalable et les Afghans qui sont les plus soumis à l'obtention de visas préalable, à l'exception de 23 pays seulement.

Classement des passeports africains avec le nombre de destinations ouvertes :

1	Seychelles	126	28	Togo	50
2	Ile Maurice	118	29	Niger	49
3	Afrique du Sud	90	29	Madagascar	49
4	Botswana	69	31	Mozambique	48
5	Lesotho	66	31	Rwanda	48
6	Malawi	65	31	Tchad	48
7	Swaziland	64	31	Gabon	48
7	Namibie	64	31	Egypte	48
7	Kenya	64	36	Guinée-Bissau	47
10	Gambie	63	36	Algerie	47
10	Cap Vert	63	36	Comores	47
12	Tanzanie	62	39	Liberia	44
13	Tunisie	61	39	Centrafrique	44
14	Zambie	59	41	Angola	43
15	Zimbabwe	58	41	Cameroun	43
16	Ghana	57	41	Congo	43
16	Ouganda	57	41	Guinée Equatoriale	43
18	Sierra Leone	56	45	Burundi	42
19	Maroc	55	46	Nigeria	41
19	Benin	55	47	Djibouti	40
21	Guinée	54	48	RD Congo	39
21	Cote d'Ivoire	54	49	Libye	37
23	Sénégal	53	50	Erythrée	36
23	Sao Tomé	53	51	Soudan	36
25	Burkina Faso	52	52	Soudan du Sud	34
25	Mauritanie	52	53	Ethiopie	34
27	Mali	51	54	Somalie	30

MARCHÉS Africains

TOUTE L'INFORMATION SUR L'ÉCONOMIE AFRICAINE

édition
TOGO

HORS SÉRIE N° 51 - janvier 2017

Interviews

Sani Yaya :

Ministre de l'Économie et des Finances

Henry Kanyesiime Gaperi :

Commissaire général de l'Office Togolais des Recettes

Théophile Kossi René Kapou :

Directeur général de l'Agence de régulation des marchés publics

Cheick Tidiane N'Diaye :

Directeur général Orabank Togo

Kwassi José Symenouh :

Président de l'Association des grandes entreprises du Togo et administrateur directeur général NSIA Assurances Togo

Yao Daté Claude Gbikpi et Jean-Marie Ewonoulé Tessi :

Directeur général de GTAC2A VIE et directeur général de GTAC2A IARDT

Ninsao Gnofam :

Ministre des Infrastructures et des Transports

Momboza Halaoui :

Directeur général de l'Agence d'exécution des travaux urbains

Kanka-Malik Natchaba :

Directeur général de la Société Aéroportuaire de Lomé Tokoin

Kokou Edem Tengue :

Administrateur directeur général de Maersk Togo

Gilbert Badjilembayéna Bawara :

Ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Réforme administrative

Myriam Dossou :

Directrice générale de l'Institut National d'Assurance Maladie

Cina Lawson :

Ministre des Postes et de l'Économie numérique

Abayeh Boyodi :

Directeur général intérimaire de l'ART&P

Affoh Atcha-Dedji

Directeur général de TOGO CELLULAIRE

Bernadette Essossimna Legzim-Balouki :

Ministre du Commerce, de l'Industrie, de la Promotion du secteur privé et du Tourisme

Kuéku-Banka Johnson :

Directeur du Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé

Marc Dèdèriwè Ably-Bidamon :

Ministre des Mines et de l'Énergie

Paul Mawusi Kakatsi :

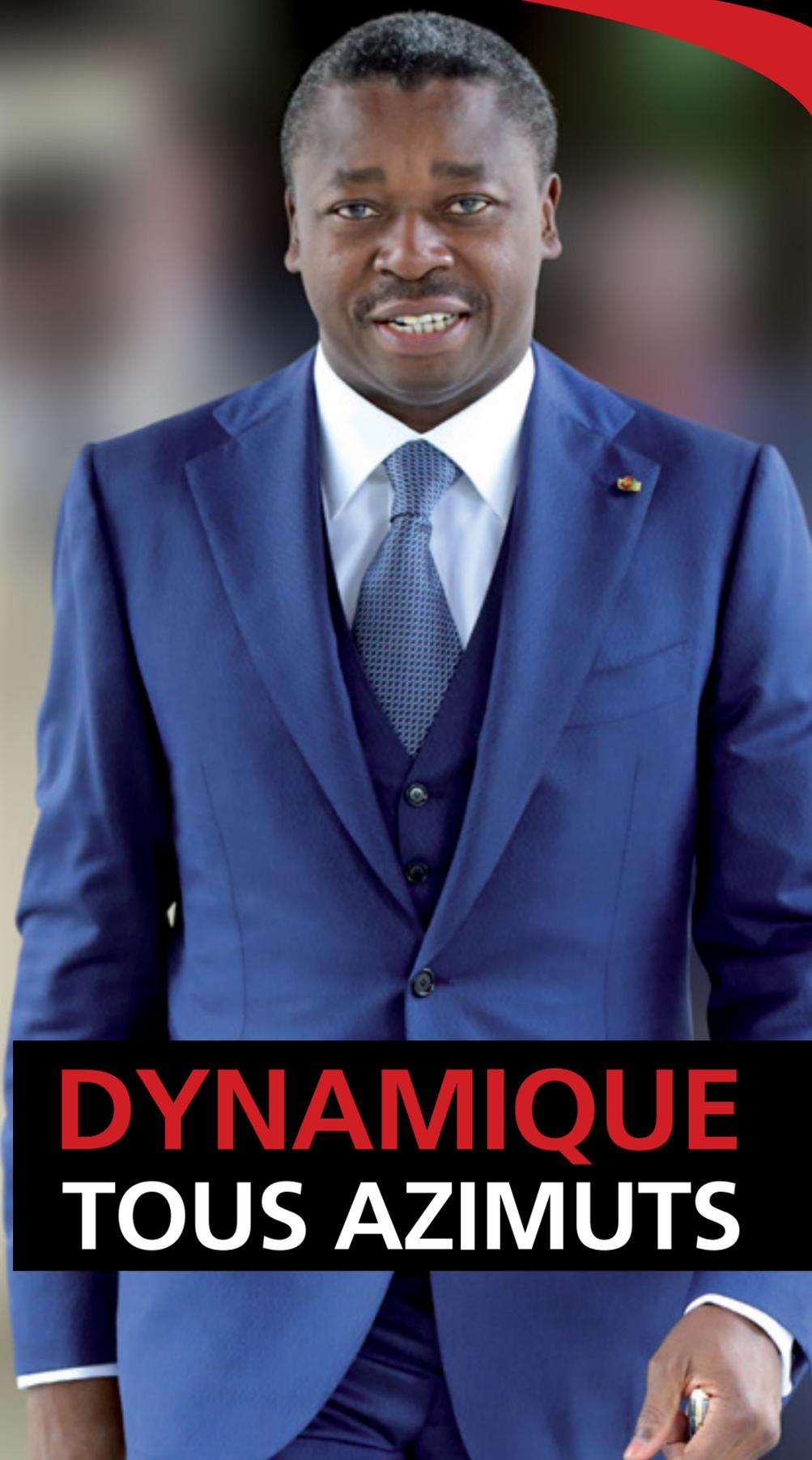
Directeur général de la Compagnie Énergie électrique du Togo

Payadowa Boukpepsi :

Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales

Colonel Ouro-Koura Agadazi :

Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Hydraulique



DYNAMIQUE TOUS AZIMUTS

ACTUELLEMENT EN KIOSQUE

MME SAHOUDA GBADAMASSI-MIVÉDOR, DIRECTRICE GÉNÉRALE DU FAIEJ:

« POUR L'ANNÉE 2016, PLUS DE 400 PLANS D'AFFAIRES ONT ÉTÉ FINANCÉS PAR LE FAIEJ À HAUTEUR DE 775 MILLIONS DE F CFA »

✎ Albert AGBEKO

Dispositif mis en place par le gouvernement pour assurer l'insertion socio-économique et professionnelle des jeunes dans une dynamique de promotion de l'entrepreneuriat, le Fonds d'Appui aux Initiatives Économiques des Jeunes (FAIEJ) est à la pointe de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes. Placé sous la tutelle du Ministère du Développement à la base, de l'artisanat et de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, ce Fonds a sorti plusieurs jeunes du chômage. Malgré des résultats éloquentes réalisés pour le compte de l'année 2016, la Directrice générale du FAIEJ, Mme Sahouda Gbadamassi-Mivédor, se fixe d'autres défis pour le compte de cette année 2017. C'est à travers cette interview qu'elle nous a accordée. Lecture...

Focus Infos : Madame la Directrice Générale, pouvez-vous nous présenter brièvement le FAIEJ et la mission de ce dispositif ?

Mme Sahouda Gbadamassi-Mivédor : Le Fonds d'Appui aux Initiatives Économiques des Jeunes (FAIEJ) est un dispositif intégré d'appui technique et financier du Gouvernement togolais qui vise l'insertion socio-économique et professionnelle des jeunes à travers la promotion de l'entrepreneuriat et la facilitation d'accès au financement de leurs projets d'entreprises.

Le FAIEJ a effectivement démarré ses activités en 2013 et s'est positionné aujourd'hui comme une structure centrale de promotion et de soutien de l'entrepreneuriat des jeunes au Togo. Les actions du FAIEJ s'articulent autour de trois composantes à savoir: identification et structuration de la cible ; facilitation de l'accès au financement et accompagnement dans la réalisation du projet.

FI: Quel type d'accompagnement apportez-vous à la jeunesse togolaise ?

S G-M : Le FAIEJ propose au jeune porteur d'initiatives d'entreprises deux offres de services : D'une part, les offres de services

non financiers qui comprennent : la formation initiale et additionnelle en techniques de création et gestion d'entreprise ; la qualification métier pour une meilleure adéquation porteur de projet/projet ; l'encadrement à la mise en œuvre du projet.

Et d'autre part, les offres de services financiers adaptés au besoin de la cible, notamment le crédit jeune entrepreneur à 4,5% (CJE), le crédit jeune entrepreneur plus (CJE+) et la garantie de financement.

FI : Qui peut bénéficier de l'appui du FAIEJ

S G-M : Tout jeune togolais porteur de projet dont l'âge est compris entre 18 et 35 ans est éligible au dispositif du FAIEJ.

Les groupements d'intérêt économique composés de jeunes âgés de 18 à 35 ans peuvent aussi bénéficier de l'accompagnement du FAIEJ.

FI : Parlez-nous un peu de la stratégie de mise en œuvre du FAIEJ

S G-M : Elle est basée sur le principe du « faire-faire » qui consiste à mobiliser des compétences externes au service des jeunes porteurs d'initiatives d'entreprises.

Nous avons au guichet accueil et inscription des jeunes les Centres

Régionaux de Volontariat et les agences ANPE.

Au niveau des offres de services techniques, nous travaillons avec des cabinets experts en entrepreneuriat (IIFEG, ASK CONSEIL, SOCODEC, CAEM, PASYD....) et des centres de formations techniques dédiés (CERSA, BRACRU, CIDAP) qui assurent le volet « Renforcement de capacités techniques et additionnelles » et le volet « qualification- métier ».

Sur le plan stratégique, nous bénéficions du partenariat avec des banques et institutions de micro finance de la place notamment UTB, ORABANK, WAGES, FECECAV, MUPEC, URCLEC, UCMECS, ASJD et UMECTO.

FI: Quel est le bilan des activités réalisées par le FAIEJ en 2016 ?

S G-M : Au terme de l'année 2016, les principaux résultats ci-après sont obtenus :

- 2000 jeunes porteurs d'initiatives d'entreprises (JPIE) sont formés en techniques de création d'entreprises

- 417 jeunes entrepreneurs ont bénéficié de renforcement de capacités techniques et managériales

- 1 200 emplois créés
- 400 plans d'affaires soumis et



financés pour un montant global de 775 637 850 F CFA

- Mise en place d'un centre de ressources d'information et de promotion des produits des jeunes entrepreneurs

FI : Au regard de ces résultats, pensez-vous que le FAIEJ a pu atteindre les objectifs qui lui ont été assignés ?

S G-M : Ces résultats représentent 85 % des objectifs fixés pour 2016, ce qui est une bonne performance au regard des ressources mobilisées qui représentent 85,95 % de la prévision de cette année.

Toutefois des efforts restent à faire au regard de la demande de plus en plus croissante.

FI : Et pour cette année 2017, que nous réserve le FAIEJ ?

S G-M : A l'orée de cette année, le FAIEJ compte relever certains défis notamment :

- La spécialisation régionale de nos interventions à savoir les offres de formation « qualification-métier » et les offres de financements d'activités portées par les jeunes autour des potentialités économiques de chaque région.

- La formation à l'endroit de 2 000 jeunes dont 1500 JPIE (en Qualification métier, techniques de création d'entreprises, Gestion d'entreprise et Gestion de crédit)

et 500 Jeunes entrepreneurs (Capacités managériales et capacités techniques additionnelles) :

- La qualification métier de 285 jeunes dans leur domaine d'activité choisie ;

- Le financement de 500 PA jugés bancables ;

- La création de 1500 emplois ;
- L'installation de 2 centres de ressources de production et 3 centres de ressources d'information ;

- La conception et la mise en place d'un nouveau produit financier destiné au financement ponctuel de l'exploitation, en lien avec les opportunités du marché, afin de permettre aux promoteurs de faire face aux besoins de trésorerie.

FI : Un mot de fin à l'endroit des jeunes ou des lecteurs ?

S G-M : Nous remercions tous les partenaires UTB, ORABANK, les institutions de microfinances et les cabinets de formations qui ont collaboré avec le FAIEJ au cours de l'année écoulée et qui nous ont permis d'atteindre les objectifs de résultats qui ont été assignés.

Aux jeunes entrepreneurs nous souhaitons beaucoup de courage, de créativité et d'abnégation dans leur démarche entrepreneuriale. Les portes du FAIEJ leur seront toujours ouvertes.

Meilleure année à nous tous !



Récépissé n° 0326 / 18 / 10 / 07 / HAAC du 18 / 10 / 07

Adresse : BP. 431 Lomé
Tél. +228 2235 7766 E-mail: focusinfos@yahoo.fr

• **Directeur de Publication**
Ekpé K. AGBOH AHOUELETE

• **Rédaction**
Albert AGBEKO : Secrétaire de rédaction
Ayi d'ALMEIDA : Resp. Desk Politique
Ibrahim SEYDOU

• **Collaboration**
Edem QUIST
Essénam KAGLAN

Wilfried ADEGNIKA

• **Distribution**
Bernard ADADE

• **Maison du journalisme**
Casier N°49

• **Imprimerie**
Imprimerie 1 Rois 17
BP. 8043 Lomé Togo
Tél. +228 90054237
99587773

• **Conception**
Focus Yakou Sarl
Tél: +228 22 26 01 91
+228 22 19 78 20
Lomé Togo

• **Tirage**
2500 exemplaires

BAISSE D'ACTIVITES, REcul DES RECETTES, MAUVAISES PERFORMANCES, GROGNE DES OPERATEURS... QUE SE PASSE -T-IL AU PORT AUTONOME DE LOME ?

✎ Ibrahim SEYDOU

Le Port Autonome de Lomé (PAL), malgré son avantage naturel faisant de lui le seul en eau profonde de la sous-région, et la modernisation de ses installations favorisant une réduction des délais d'attente des navires en rade ainsi qu'une augmentation des cadences de débarquement et d'embarquement, est confronté au mécontentement de ses acteurs. En cause, des réformes mal conçues ou inefficacement menées qui plombent leurs performances et impactent sur leurs chiffres d'affaires. Sont épinglés l'Office Togolais des Recettes (OTR), SEGUCE, ANTASER etc..... Mais également un contexte international qui désavantagerait notre pays, dans un environnement très concurrentiel. Quelle est la situation d'un des poumons de l'économie togolaise ? FOCUS INFOS a enquêté !

Pour avoir une idée de l'état des activités au PAL, nous avons consulté les statistiques compilées à sa direction, en prenant comme référence le trafic conteneurisé et pour unité de mesure, l'équivalent vingt pieds (EVP). Ces chiffres démontrent que pour l'importation, l'Extrême-Orient avec les pays comme la Chine, la Corée ainsi que certains autres d'Asie du Sud représente 46% du trafic à destination de Lomé, suivie de l'Europe avec 32%, du Moyen-Orient 12%, d'Amérique du Nord 4% d'Amérique du Sud 3%. Le commerce intra-africain fermant la marche avec moins de 3% du trafic. Le PAL exporte également principalement et dans l'ordre vers l'Extrême-Orient, le Moyen-Orient, l'Europe et l'Afrique.

De fait, ainsi que le montre le tableau ci-contre, le trafic général des conteneurs équivalent vingt pieds a baissé en 2016 de 2% par rapport à 2015, passant 113 274 000 à 110 695 000. Sur deux ans (2014-2016), c'est une baisse de 8%, une diminution de 120 782 000 à 110 695 000. A l'exception des marchandises provenant d'Amérique du Nord avec lequel le trafic a progressé de 15%, toutes les autres routes ont connu une baisse entre 2015 et 2016 : - 11,46% pour l'Océanie, 2,4% pour l'Extrême Orient, -1,99% pour le Moyen Orient, -0,76% pour l'Europe, -15,22% pour l'Amérique Latine. C'est le commerce inter-africain qui a le plus pâti, avec un recul de -20% du trafic conteneurisé. Comparée à 2014, la baisse concerne

l'Extrême Orient -15,84%, le Moyen-Orient - 9,82%, l'Europe - 0,78%, l'inter-africain -13,86% ; tandis que l'Océanie +11,2% et l'Amérique Latine +47% ont plutôt progressé. Au final, avec l'arrivée du 3^e quai du groupe BOLLORE et l'installation de Lomé Container Terminal et en dépit des différents investissements, le décollage tant attendu n'est donc pas au rendez-vous. Au grand dam des opérateurs et pour plusieurs raisons.

QUAND LE NIGERIA ETERNUE.....

Depuis le 20 juin dernier, la Banque centrale du Nigéria a décidé de laisser flotter sa monnaie nationale le naira,

pour environ 70 % des revenus et 90 % des réserves de devises étrangères du Nigeria, a plongé la première économie d'Afrique dans une crise économique et financière majeure. Dans un pays dépendant très largement des exportations du brut, les devises étrangères se sont mises à manquer, entraînant une chute du naira au marché noir.

Mais les autorités avaient décidé, depuis mars 2015, de maintenir le taux de change officiel à 197-199 nairas pour un dollar ; le président Muhammadu BUHARI considérant qu'une dévaluation tuerait la monnaie nigérienne, avant de se rallier à finalement à cette option.

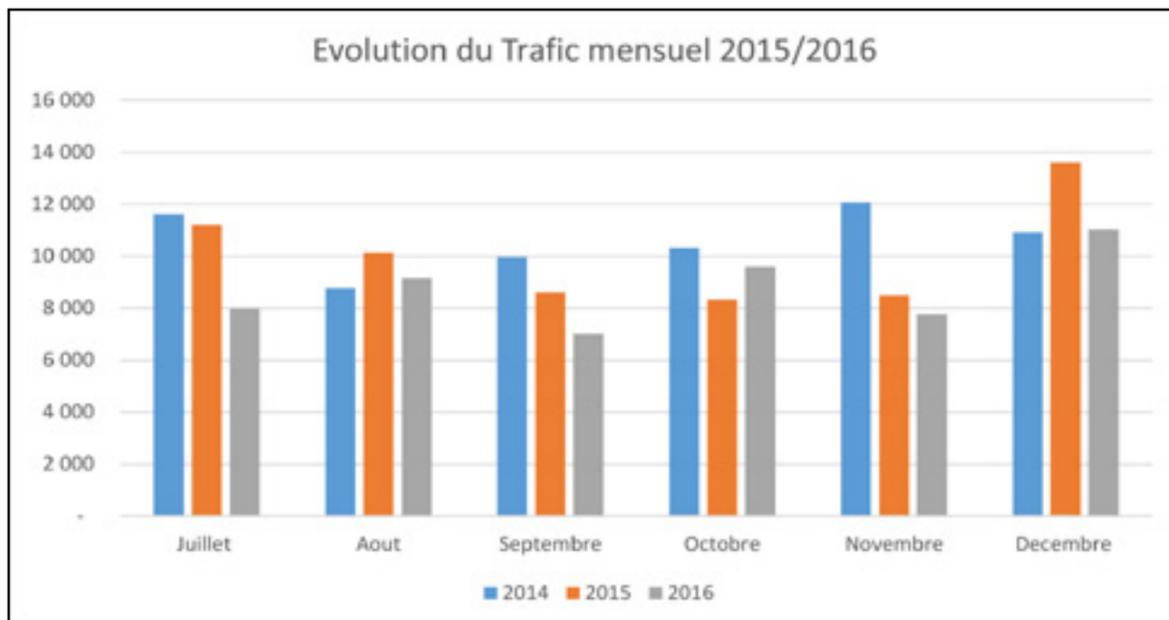
investissements étrangers dont le pays a grandement besoin, et stimuler l'activité économique - et notamment favoriser les importations -, au ralenti à cause du manque de devises étrangères, ce n'est pas le cas chez ses voisins, immédiats ou lointains, selon l'adage populaire, quand le Nigéria éternue, ses voisins s'enrichissent. De fait, tous les pays dépendant des échanges avec le géant de la sous-région sont touchés de plein fouet par la chute du naira. Celui-ci qui s'échangeait autour de 3FCFA avant la décision, équivaut aujourd'hui à 2FCFA au taux officiel. Résultat, la destination Lomé comme les autres ayant de fortes relations avec le Nigéria est moins intéressante

port de Lomé sont devenus moins compétitifs. Et les recettes douanières et fiscales connaissent donc une chute. Cet opérateur installé dans la zone portuaire confirme la tendance et schématise : « la chute du naira entraîne de facto un renchérissement du coût chez nous. Prenons cet exemple : les commerçants déchargeaient leurs marchandises à Lagos à 500 nairas et à Lomé à 1 500FCFA quand le premier faisait 3 FCFA. Aujourd'hui, ils déchargent la même marchandise à Lomé toujours à 1500 FCFA, sauf que 1 naira ne fait plus qu'un 1,5 FCFA. Pour quelqu'un qui fait les affaires entre les deux pays, cela ferait 750 nairas à déboursier au lieu des 500 il y a quelques mois. Autant rester à Lagos pour baisser ses coûts » Le Nigéria est devenu donc plus compétitif pour les commerçants qui venaient à Lomé acheter ou faire transiter les marchandises par le port » résume-t-il.

CHARGE DE TROP A L'ESSIEU POUR LES TRANSPORTEURS :

Outre la chute du naira, pour expliquer les difficultés du PAL, beaucoup d'opérateurs mettent en cause l'application du règlement n°14/2005/CM/UEMOA relatif à l'harmonisation des normes et des procédures du contrôle du gabarit, du poids et de la charge à l'essieu des véhicules lourds de transport de marchandises dans les Etats membres. Cinquante et un (51) tonnes. C'est désormais le poids total autorisé en charge (PTAC) pour les véhicules lourds T12 S3 (couramment appelés 2 ponts, 3 essieux) circulant sur le réseau routier revêtu de l'Union contre 59 pour les véhicules articulés destinés au transport d'hydrocarbures.

(Suite à la page 8)



entraînant de facto une dévaluation de celle-ci. La chute des cours mondiaux du pétrole, qui compte

Si la plupart des chefs d'entreprise nigériens ont applaudi la mesure, estimant qu'elle va attirer des

pour les commerçants de ce pays. Les véhicules d'occasion importés d'Europe ou d'Amérique via le

ECONOMIE :

L'ETAT TOGOLAIS MET FIN À LA CONCESSION DE L'HOTEL IBIS

Comme il l'avait fait en 2014 avec le groupe Accor qui exploitait l'hôtel Sarakawa sous l'enseigne Mercure, l'Etat togolais ne va pas renouveler à la fin avril prochaine, la concession portant sur l'exploitation de l'hôtel Ibis.

Selon nos informations, les PARRAIN, concessionnaires de l'hôtel, s'est vu notifier la décision en ce début d'année.

L'Etat togolais reprocherait au couple franco-togolais des rénovations tardives et

une exploitation en deça des potentialités du site.

Concédée à cette famille en 2002 pour une durée de 15 ans, celle-ci en a confié la gestion au groupe ACCOR qui l'exploitait sous le label



IBIS. Situé au cœur de la ville de Lomé, face à l'océan atlantique, l'hôtel anciennement appelé LE BENIN a été inauguré en 1960 dans le cadre des festivités marquant l'indépendance du Togo.

Il dispose de 108 chambres climatisées, d'un restaurant, d'un bar servant des encas 24h/24, d'une terrasse, d'une piscine.

✎ Ibrahim SEYDOU

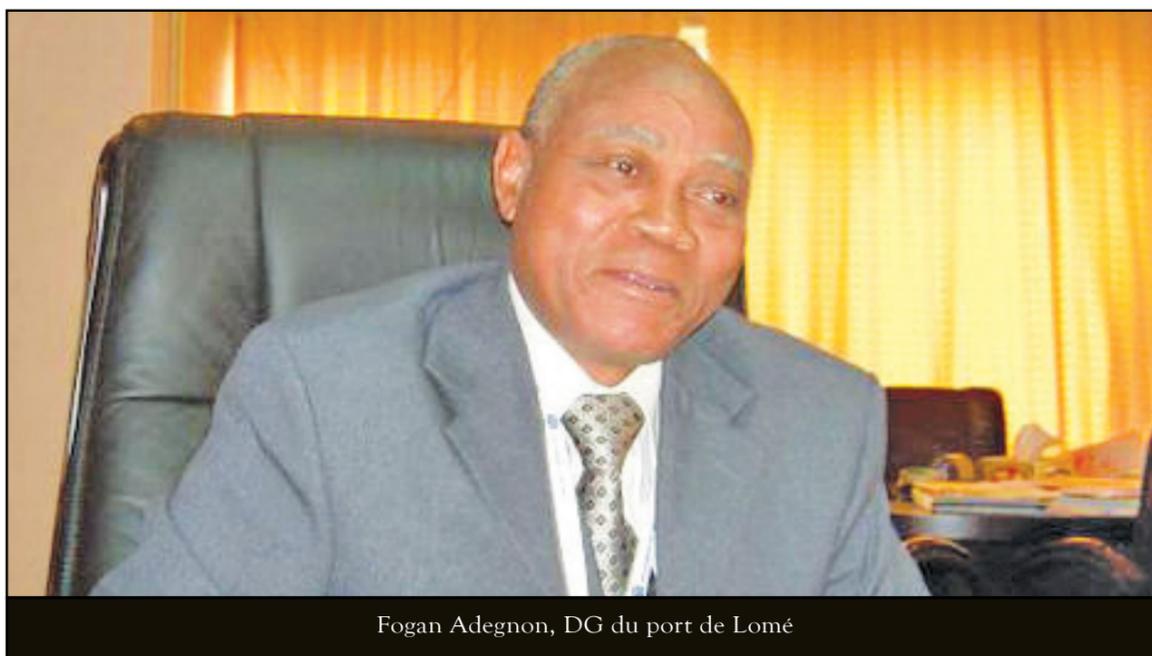
BAISSE D'ACTIVITES, REcul DES RECETTES, MAUVAISES PERFORMANCES, GROGNE DES OPERATEURS... QUE SE PASSE -T-IL AU PORT AUTONOME DE LOME ? (Suite de la page 7)

Le T11 S3 (1 pont 3 essieux) ne peut aller au-delà de 43 tonnes de PTAC. Les camions de moindre gabarit, eux, devront se contenter en fonction de leur capacité d'un tonnage total qui varie entre 18 et 38. En plus, la répartition de la charge est bien déterminée par essieu.

Il est fixé une amende de 20 000 F CFA/tonne supplémentaire en transport interne et de 60 000 F CFA/tonne supplémentaire pour le transport international. A cela, s'ajoute le délestage systématique du surplus.

L'objectif affiché de ces dispositions est de préserver la qualité des infrastructures routières dans la zone UEMOA et surtout de sécuriser l'activité du transport. Si cette norme a été votée en 2005 à Bamako dans l'espace CEDEAO avant d'être adoptée par l'UEMOA dans les années 2010 à un intérêt certain, son entrée en vigueur n'est pas uniforme dans les Etats. En choisissant de respecter le règlement, le Togo quoique bon élève, a plombé sa compétitivité, entraînant le départ des clients du PAL vers ses concurrents.

Les chiffres le démontrent. La



Fogan Adegnon, DG du port de Lomé

baisse du trafic a été observée avec l'application effective du règlement N°14. Lorsqu'on prend la période de juillet à novembre 2016, au cours de laquelle par exemple la LCT a été obligée de respecter et de se conformer comme BOLLORE à cette norme, on note un recul important du nombre de conteneurs équivalent vingt pieds arrivant au PAL par rapport à 2015: -29% en juillet, -10% en août, -19% en septembre, -9% en novembre, -19% en décembre ; même s'il y a eu l'exception d'octobre avec

une progression de 15%.

En novembre, le Togo a décidé d'assouplir l'application du règlement en appliquant une tolérance de 15%, sans que pour autant cela impacte sur la reprise pour l'instant. « Il faudra davantage pour demander à ceux qui sont partis de revenir » explique un transporteur.

NON ATTRACTIF :

Selon des opérateurs que nous

avons interrogés, ces difficultés sont cependant conjoncturelles et le problème de Lomé est davantage plus profond. Ils pointent du doigt son manque d'attractivité, au regard même de la gouvernance économique.

Ils regrettent le relèvement du niveau des indices douaniers qui fait augmenter les coûts, la méthode musclée et jusqu'au-boutiste doublée d'absence de recours de l'Office Togolais des Recettes, consistant à harceler les entreprises pour

atteindre ses objectifs en lieu et place du nécessaire élargissement de l'assiette fiscale. « Ces méthodes font fuir plusieurs opérateurs » confirme ce Franco-Togolais qui voit son chiffre d'affaires en chute libre.

En cause également, ANTASER à laquelle est reproché une mise en œuvre sans concertation qui a de plus renchéri les coûts de la destination du port de Lomé, de même que les complications des transactions toujours par l'OTR.

Si les engagements comme l'ouverture 24H/24 et 7j/7 du PAL qui ne sont pas respectés sont aussi pointés du doigt, c'est sur la vision économique d'ensemble que certains s'interrogent. Ils dénoncent tout aussi le manque de mise en œuvre d'un code d'investissement attendu depuis des années et qui anéantit les velléités d'investissement pour assurer une résilience efficace. « Sans oublier le refus d'un dialogue sain entre le public et le privé, la tendance à circonscrire le secteur privé dans un rôle périphérique et de clochardisation qui n'encourage pas l'investissement durable et réduit les capacités de l'environnement économique à grossir » note un investisseur.

(Suite à la page 9)

NOUVEAU TOYOTA FORTUNER
LUXE ET TECHNOLOGIE

CFAO MOTORS
cfaogroup.com

Bd Eyadema, BP 332 Lomé
Tél.: 22 23 31 00
cfaotogo@cfao.com

DISTRIBUTEUR
OFFICIEL

TOYOTA

(Suite de la page 8)

EVOLUTION DES IMPORTATIONS PAR ORIGINE

	Mois	JANVIER	FEBVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE	GRAND TOTAL
ANNEE	COMMERCE	JANVIER	FEBVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE	GRAND TOTAL
2014	OCEANIE	10	9	9	7	6	4	16	19	3	5	16	21	125
	EXTREME ORIENT	5 414	5 296	3 793	4 295	5 245	4 520	5 928	3 804	5 034	6 411	5 701	5 100	60 541
	MOYEN ORIENT	884	1 320	1 447	1 797	1 348	1 131	1 227	1 437	898	1 143	1 281	1 483	15 396
	EUROPE	2 766	2 666	3 022	3 103	2 549	2 561	3 609	2 792	3 062	1 932	4 011	3 596	35 668
	AMERIQUE DU NORD	305	207	326	246	342	299	309	280	317	238	370	222	3 461
	INTER AFRIQUE	254	216	249	223	178	217	391	270	273	238	271	227	3 007
	AMERIQUE LATINE	244	306	82	47	155	54	131	172	283	347	424	259	2 504
		.	.	.	.	.	.	.	.	80	.	.	.	80
2014 Total		9 877	10 020	8 928	9 718	9 823	8 786	11 611	8 774	9 950	10 314	12 074	10 908	120 782
2015	OCEANIE	14	11	4	21	8	17	10	13	19	17	13	10	157
	EXTREME ORIENT	4 541	4 868	5 061	2 405	3 265	3 966	5 623	4 990	3 896	4 297	3 348	5 989	52 249
	MOYEN ORIENT	1 507	1 137	1 035	998	1 152	850	982	1 008	1 234	1 007	1 335	1 921	14 166
	EUROPE	2 913	2 241	3 187	2 478	3 480	2 281	3 589	3 037	2 803	2 329	2 974	4 349	35 661
	AMERIQUE DU NORD	407	189	195	124	335	357	256	258	395	219	278	398	3 411
	INTER AFRIQUE	264	153	382	267	293	331	408	330	166	217	180	271	3 262
	AMERIQUE LATINE	256	378	493	250	482	336	320	502	99	231	351	670	4 368
2015 Total		9 902	8 977	10 357	6 543	9 015	8 138	11 188	10 138	8 612	8 317	8 479	13 608	113 274
2016	OCEANIE	15	23	5	18	4	10	8	20	11	9	8	8	139
	EXTREME ORIENT	5 089	5 304	3 194	3 602	5 100	5 012	3 425	4 519	2 930	4 495	3 430	4 851	50 951
	MOYEN ORIENT	1 218	1 051	1 581	1 217	1 050	1 409	923	1 040	677	1 133	1 028	1 556	13 883
	EUROPE	2 646	2 398	3 478	3 058	2 991	3 123	3 075	2 914	2 792	2 811	2 580	3 523	35 389
	AMERIQUE DU NORD	374	193	484	331	268	660	315	311	303	233	247	322	4 041
	INTER AFRIQUE	269	198	195	200	163	284	143	219	154	342	203	220	2 590
	AMERIQUE LATINE	209	181	168	418	384	629	90	121	127	573	260	543	3 703
2016 Total		9 820	9 348	9 105	8 844	9 960	11 127	7 979	9 144	6 994	9 596	7 756	11 022	110 695
diff		(82)	371	(1 252)	2 301	945	2 989	(3 209)	(994)	(1 618)	1 279	(723)	(2 586)	(2 578)
Evolution mensuelle (2015/2016)		-1%	4%	-12%	35%	10%	37%	-29%	-10%	-19%	15%	-9%	-19%	-2%

MEILLEURS ENTREPRENEURS 2016 : DES JEUNES PRIMÉS.

Les « meilleurs entrepreneurs 2016 » ont été primés le 13 Janvier 2017 à la salle des fêtes de la Présidence de Lomé. Ils sont au total 11 lauréats du concours lancé par le Ministère du Développement à la base de l'artisanat et de la jeunesse et de l'emploi des jeunes à travers le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ) et le Programme d'appui au développement à la base (PRADEB).

Pour cette première édition, le concours a honoré les jeunes promoteurs d'entreprises dont les activités évoluent bien, qui ont soldé le crédit qui leur a été octroyé ou qui sont à jour dans leur remboursement. Lancé du 24 novembre au 04 décembre 2016, ce concours qui veut faire la promotion de l'excellence entrepreneuriale, a enregistré 47 candidatures venues de toutes les régions du pays.

Les 11 primés qui viennent des secteurs variés d'activités comme la production animale ou végétale, la transformation, l'artisanat ou service, ont reçu chacun un chèque de 500 000 F CFA pour les six derniers et 1 000 000 F CFA pour les cinq autres. Le premier lauréat, M. OUGUILE N'Tètché, est un jeune entrepreneur, âgé de 30 ans, spécialisé dans le maraichage et l'élevage de poules pondeuses basé dans la préfecture de Dankpen, région de la Kara, est un exemple de réussite togolaise. Grâce à un financement reçu d'une institution financière partenaire, le jeune entrepreneur fait aujourd'hui

un chiffre d'affaires mensuel de 1 200 000 F CFA pour un capital d'investissement de plus de 12 millions. Il emploie 12 personnes. Ses productions sont écoulées sur le marché local. M. OUGUILE ambitionne d'acquérir du matériel afin de faciliter le mélange de la provende et une moto pompe de grande portée pour couvrir d'une manière efficiente la superficie cultivable actuelle.

Recevant des mains de la Ministre du Développement à la Base son chèque, une moto et un smart phone, le directeur de la Ferme de référence agro pastorale (FRAP), n'a pas su cacher son émotion. « C'est pour moi un honneur et un signe d'encouragement pour mes activités et à faire mieux encore », déclare-t-il tout en rendant hommage à ses collaborateurs. Il n'a pas manqué d'exprimer ses vives remerciements à la ministre du développement à la Base et à ses structures décentralisées. Intervenant, Mme Victoire Tomegah-Dogbé, a salué l'audace, la passion et la persévérance des jeunes togolais

qui font des « choses extraordinaires » et « nous sommes très fiers d'eux ».



Mme Victoire Dogbé (2^e à gauche) entourée de quelques lauréats

« Les succès enregistrés par cette jeunesse, qui crée et qui innove, sont bien évidemment les fruits de sa détermination ainsi que de la confiance que le gouvernement et les partenaires techniques et financiers ont placée en elle », a-t-elle souligné. S'adressant aux jeunes en général, la ministre du Développement à la

Base, les a invités à prendre leurs responsabilités en se consacrant totalement à la réussite de leurs projets. C'est seulement à ce prix qu'ils gagneront le pari de leur devenir comme l'ont bien montré ces jeunes qui font aujourd'hui notre

initiative avait permis de mettre en contact des jeunes entrepreneurs avec les opérateurs économiques.

Le FAIEJ et le PRADEB sont des dispositifs mis en place par le gouvernement pour contribuer à la réduction de la pauvreté des jeunes en traitant la question de l'emploi des jeunes pour leur insertion socioéconomique à travers l'auto emploi. Par leur intervention, le FAIEJ et le PRADEB constituent des dispositifs inclusifs de promotion de l'entrepreneuriat et favorisent la culture entrepreneuriale et l'accès au financement du jeune porteur d'initiative d'entreprise souvent exclu des mécanismes classiques de financement.

Selon les chiffres du Ministère du développement à la base, en 2016, grâce aux dispositifs du FAIEJ, du PRADEB et de l'ANVT, 9 977 jeunes togolais ont été formés, 6 481 microentreprises créées et 7 500 emplois durables créés par les différents mécanismes de promotion de l'emploi des jeunes.

Des milliers de jeunes ont pu également, grâce au produit AJSEF du FNFI, développer des activités génératrices de revenus et se prennent en charge.

fierté. Notons qu'avant la proclamation des résultats du concours, une dizaine de chefs d'entreprises et le représentant Résident de la BAD M. Serges N'Guessan se sont succédés pour partager leur expérience. L'année dernière, une pareille

Faites vous plaisir en cette fin d'année

13 900 000 FCFA TTC*

Du 05 novembre au 15 décembre 2016



* Stock limité
Modèle concerné C4 AIR CROSS 4x2 BVM

 **CFAO MOTORS**
cfaogroup.com

Bd Eyadema, BP 332 Lomé
Tél.: 22 23 31 00 / Email: cfaotogo@cfao.com

Distributeur Officiel


CITROËN

DE L'OBSCURITE À LA LUMIERE :

COMMENT LE CANTON D'ABOBO VIT L'INSTALLATION DU COURANT ELECTRIQUE.

Le canton d'ABOBO, localité située à 35 km au nord de Lomé, a bénéficié de l'extension du réseau électrique de la CEET (Compagnie Electrique du Togo) en décembre 2016. Un mois après, comment vit la population avec cette électrification sensée changer son mode de vie. Reportage !

« Plus de 150 ménages seront connectés au réseau dans les prochains jours » avait déclaré le ministre des Mines et de l'Energie Marc ABLY-BIDAMON lors de la réception des ouvrages des travaux d'électrification et d'extension de réseau électrique pour le compte du canton d'Abobo. De fait, en moins de deux semaines, grâce à la politique des branchements sociaux, les techniciens de la CEET ont posé 155 compteurs dans des maisons. C'est une offre commerciale qui ramène de 75 000 FCFA à 20.000 FCFA, le prix de l'installation des compteurs 'cash power'. A ce jour, plus de 250 maisons remplissant les conditions sont enregistrées sur des listes d'attente auprès du chef canton.

« Faire acheminer le courant dans notre canton a été une très belle initiative. Avant, nous utilisons 5 à 6 litres d'essence par jour pour l'alimentation du groupe électrogène. Aujourd'hui, avec un crédit de 2000f CFA de cash power nous arrivons à tenir deux jours consécutifs » se réjouit Apedo AGBODO, propriétaire d'une salle de jeu. « Nous avons un courant de bonne qualité. Grâce au transformateur installé juste à côté, nous ne rencontrons pas de baisse de courant » explique pour sa part, le chef canton, Togbui

TOFFA VIII. Dorénavant dans les maisons, les lampes torche et à pétrole ont fait place aux ampoules, les éventails aux ventilateurs et les fers à repasser mécanique par le fer à courant.

Situé au cœur de la préfecture de ZIO, le canton d'ABOBO est ainsi éclairé tous les soirs par des lampadaires, à l'exception de quelques zones qui ne sont pas encore électrifiées. D'un coût global de 120 million de FCFA, les travaux ont été exécutés par l'entreprise BETEIR, sélectionnée suite à un appel d'offres. Au total 4,2 km de réseau basse tension, 5km de réseau moyenne tension ont été construits et 30 lampadaires installés.

UNE POINTE DE DECEPTION POUR LES COMMERCES...

« Avoir de l'électricité pour les besoins domestiques est bien mais s'en servir pour faire développer son activité commerciale serait encore mieux », regrette un commerçant. En effet, les compteurs installés sont à 5A. Mais cette intensité de courant se révèle faible pour certaines utilisations. Les réfrigérateurs, les moulins et toutes les machines qui nécessitent davantage d'intensité électrique sont inutilisables pour le moment. « Je sers mes boissons

sans les rafraichir. J'avais espéré faire autrement mais l'ampérage de mon compteur ne le permet pas », explique Komi KOUNKEY, tenancier de bar.

« Plusieurs personnes ont loué des boutiques croyant pouvoir ouvrir des moulins, des bars. Cependant, compte tenu de la situation, ils sont obligés soit de résilier les baux, ou de continuer à payer les loyers juste pour garder la place jusqu'à ce que la situation ne change » indique un des notables d'ABOBO.

« Nous avons fait part de nos observations à la CEET qui a promis venir régler le problème » résume le chef canton. En attendant, c'est la méthode Coué. Comme pour Eklou Sognameto qui tient à servir de boissons fraîches à ses clients, et fait la commande des glaces depuis HAHOTOE, localité située à environ 10 km d'ABOBO. « Je fais l'achat de glaces pour 2000 FCFA et je débourse la même somme pour son trajet. Cette dépense me permet de satisfaire mes clients au moins pour quatre jours d'affilés » confie-t-il. Ou pour Jules, un vendeur des produits Fan Milk. « Je prends ma commande à Hahotoé pour les vendre à Abobo »

Par ailleurs, si le courant domestique est relativement constant, ce n'est pas le cas des



Le ministre des mines et de l'énergie, Marc Aply-Bidamon, lors de la réception des travaux

lampadaires : « ils peuvent rester une à deux semaines sans s'allumer, même s'il n'y a pas de coupure générale » indique le chef TOFFA. Outre le fait, que ceci replonge la zone dans le passé, il impacte négativement sur les nouveaux commerces qui se sont développés sous ces lumières.

EXTENSION :

Sur les 17 villages que compte le canton d'ABOBO, seuls quatre (4) d'entre eux ont été électrifiés : Dékpo, Kpogélé, Zéglé et Abobo. « Nous souhaitons que l'offre dont jouit le chef-lieu du canton pour la pose du compteur à 20.000 FCFA soit étendue immédiatement aux autres localités, qui ont déjà l'électricité. Pour les autres villages (Lébé, Ziogba, Togban,...), notre souhait est qu'ils obtiennent l'extension du réseau CEET » déclare le chef canton. Ces branchements sociaux ont une durée de six mois, selon les autorités de la CEET.

Pour rappel, le Togo s'est doté depuis le 11 mai 2016 d'une agence d'électrification rurale et des énergies renouvelables, chargée de la mise en œuvre de la politique de l'état en la matière. Elle a également pour rôle de mobiliser plus facilement les ressources financières pour l'accélération de l'électrification en milieu rural.

Sur le plan national, le taux d'électrification est passé de 18% en 2005 à 33% en 2015 et de 2% à 6% en milieu rural. « Des efforts déployés ces dernières années par le gouvernement rassurent et les projections faites permettront d'atteindre au plan national, un taux d'électrification de plus de 50% à l'horizon 2020 et plus de 90% en 2030 », affirme le ministre des Mines et de l'Energie.

En effet, la vision de la politique nationale de l'énergie est d'assurer à l'horizon 2030 l'accès à une énergie propre de qualité à toute la population.

ENTREPRENEURIAT: MME ABOTCHI HAPPY, PATRONNE DE L'HORLOGERIE « DON DE DIEU »

« S'IL Y A QUELQUE CHOSE QUE L'AFRICAIN DOIT CHANGER DANS SA VIE, C'EST LA PONCTUALITÉ »

Albert AGBEKO

Avec la prolifération des téléphones portables, l'usage des montres bracelets est en nette régression et avec lui un métier : l'horlogerie. Gardienne du temple d'un métier en perte de vitesse, Mme Abotchi Happy, fait partie des rares personnes surtout de la gente féminine qui essaient de résister et de donner goût à un métier dont la disparition est presque programmée.

Avec plus de deux décennies dans le métier, cette mère de famille raconte qu'à ses débuts, l'horlogerie est un métier qui se transmettait par lien familial. Ce qui explique que peu de personnes s'adonnent à ce métier. N'étant pas issue de famille d'horloger, pour la patronne de l'horlogerie « Don de Dieu », sa passion pour les montres qui est presque un don, la conduit à ce métier. Puisque dès sa tendre enfance elle aimait toucher ou dépiécer les montres y compris les pendules de ses parents. « Je

m'intéressais beaucoup aux montres. On me tapait pour ça mais ça ne me disait rien », nous confie-t-elle.

Et quand elle avait eu son Certificat d'étude de fin de premier degré (CEPD), au grand étonnement de ses parents, quand ceux-ci avait demandé à la petite Happy quel cadeau elle voulait, tout naturellement le choix s'est porté sur une montre alors que ses frères réclamaient des cadeaux plus alléchants. Plus tard pour expliquer ce lien

intrinsèque qui le lie aux montres, celle qui dans une autre vie serait un militaire, dira « tout ce qui est relatif à l'heure me subjugue énormément ». Et c'est cet amour qui l'a conduite après l'obtention de son brevet d'étude de premier cycle (BEPC) à l'horlogerie.

Et depuis 23 ans qu'elle exerce ce métier elle ne regrette pas son choix. « S'il y a quelque chose que l'Africain doit changer dans sa vie, c'est premièrement la ponctualité. Et pour être ponctuel, il faut avoir une



montre bracelet au poignet », déclare Mme Happy Abotchi comme solution au problème de retard du continent

noir réfutant par la même occasion l'idée répandue « d'heure africaine ». (Suite à la page 12)

INTERVENTION EN GAMBIE: QUI PAIE LA FACTURE?

✎ Ayi d'ALMEIDA

Déployées au départ selon l'organisation de la sous-région pour contraindre le président Yaya JAMMEH à céder le pouvoir à son successeur Adama BARROW, les forces de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), s'installeront finalement en Gambie pour assurer la sécurité du pays et la protection du nouvel homme fort de l'enclave. Qui paiera la facture ?

A l'instar de l'ensemble de la communauté internationale, la CEDEAO a fait preuve dès le début de la crise, d'une constance et d'une fermeté à toutes épreuves à l'égard de Yayah JAMMEH. Elle a été unanime pour condamner la volte face de ce dernier, l'empessant d'assurer une transition pacifique. De fait, c'est par la voix du Béninois Marcel de SOUZA que les premières menaces d'une intervention militaire se sont fait jour. Même si certains ont reproché au président de la commission de la CEDEAO « son langage peu diplomatique et sa propension à aller souvent trop loin et plus vite que les Chefs d'Etat » il n'en demeure pas moins que c'est sa ligne, dure et sans recul, qui aura triomphé.

Dès la prestation de serment à Dakar (SENEGAL) d'Adama BARROW au sein de l'ambassade de GAMBIE et le vote d'une résolution à l'ONU (Organisation de Nations Unies) présenté par le pays de la Téranga, les troupes de la CEDEAO stationnées depuis lors à la frontière, ont pénétré sur le territoire gambien dans le cadre de l'opération baptisée « Restaurer la démocratie », ne rencontrant aucune résistance, et mettant un peu plus la pression sur monsieur JAMMEH.

ADDITION :

Si au final, aucun coup ne sera tiré et que l'ancien président a pu être convaincu par ses pairs guinéens et mauritanien de prendre la route de l'exil sans effusion de sang, il n'en demeure pas moins que le déploiement de forces dans le pays aura un coût qui va s'alourdir avec la mission qui a changé de nature. Aujourd'hui, il ne s'agit plus de déloger monsieur JAMMEH mais plutôt, dans le cadre de la Mission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

(CEDEAO) en GAMBIE (appelée MICEGA), « de contrôler des points stratégiques en vue de sécuriser les populations et faciliter la prise



Déploiement des forces de la CEDEAO en Gambie

de fonction du président élu » a expliqué notamment le général sénégalais François NDIAYE.

La mission restera déployée « conformément au mandat qui s'exercera jusqu'à ce que le président BARROW prenne effectivement fonction et que les conditions de l'exercice effectif de son pouvoir soient réunies », a-t-il conclu.

De fait, d'après un haut fonctionnaire de la CEDEAO que notre rédaction a contacté, c'est l'organisation sous-régionale qui paiera in fine la facture, « probablement soutenue de différentes manières par ses partenaires et plusieurs autres contributeurs » nous a-t-il indiqué. S'il explique ne pas être en mesure d'évaluer à ce stade le coût d'une telle intervention, se contentant d'avancer plusieurs milliards de FCFA, il estime en revanche que ce sont les pays engagés qui supporteront et avanceront les premières dépenses (déploiement, équipements, matériels, émoluments, services etc.),

en attendant qu'un remboursement ou une compensation ait lieu sur présentation de factures par la CEDEAO, ordonnatrice de la

mission.

Une source militaire au sein de l'Etat Major togolais confirme que c'est une intervention qui aura un coût important. « Vous imaginez bien que lorsqu'un pays comme le Nigéria déploie par exemple son navire de guerre Unité SS qui est le plus récent, cela engendre forcément des coûts pour son armée » confie-t-elle. Et d'expliquer : « dans ce genre d'opération et vu l'urgence, ce sont les pays engagés qui supportent les coûts, à charge pour l'institution sous la bannière de laquelle elle est conduite, de rembourser ». « Lorsqu'il y a une mission, on sollicite les Etats en leur précisant de quels profils de militaires (infanterie, génie, commandos etc...) on a besoin et de quels genres d'équipements.

Chaque Etat se détermine en notifiant quels genres de forces et de matériels il peut déployer. Généralement, ceci se fait dans un premier temps à ses frais, quitte à se

faire rembourser par l'ordonnateur de la mission. Un taux journalier est fixé par jour pour chaque homme et chaque matériel. Il varie en fonction de l'ordonnateur, du type de mission et de sa dangerosité » résume-t-il.

En revanche, ce chercheur spécialiste des questions diplomatiques ne croit

pas que la CEDEAO ait les moyens de financer une telle opération, même après coup. « Avec le budget qui est le sien, et des ressources en deça de ses ambitions et des objectifs qui lui sont assignés, je ne vois pas comment cette organisation peut avoir les moyens d'une telle opération. Je pencherai plutôt pour un soutien onusien, européen et autres contributions sans pour autant vous dire sous quelle forme » soutient-il. Selon lui, il faut envisager aussi que la GAMBIE, au profit de laquelle l'opération est organisée, en paie une partie. « C'est la tradition.

D'une manière ou d'une autre, tôt ou tard, ce pays devra passer à la caisse » relève-t-il. Et d'ajouter : « j'opterai surtout pour une prise en charge pour une bonne partie, par les pays engagés en première ligne dans ce dossier ». Pour quels intérêts ?

Pour lui, le SENEGAL qui a pris la tête de la coalition anti-jammeh ne défend pas que la démocratie et le vote

populaire des Gambiens. « Il serait naïf de croire cela. Ses motivations sont d'ordre économique et surtout stratégiques » révèle-t-il. La GAMBIE est en effet enclavée à l'intérieur du SENEGAL. Et DAKAR a beaucoup à gagner avec le départ de Yahya JAMMEH et l'instauration d'une GAMBIE démocratique. Au-delà du désenclavement de la CASAMANCE, il y a l'espoir de mieux lutter contre les trafics : la drogue mais aussi le bois des forêts de CASAMANCE qui embarque pour la CHINE, via la GAMBIE. Mais pour le SENEGAL, c'est surtout l'occasion de mettre un point final à la rébellion casamançaise du MFDC. Yahya JAMMEH a en effet offert à la branche de Salif SADIO une base arrière. C'était pour lui un moyen permanent de pression sur DAKAR. Le président Macky SALL en était d'ailleurs convaincu, lui qui a réservé sa première visite de chef d'Etat en 2012 à l'homme fort de BANJUL. Voilà pourquoi le SENEGAL a pris la locomotive de l'opération en cours et devra sans doute en supporter une partie du coût.

Quant au NIGERIA, campant une puissance régionale et aspirant à jouer les premiers rôles, il ne pouvait rester absent dans cette crise, ni accepter d'être relégué au second plan. D'où son implication dans le règlement politique de la situation et celle dans l'intervention militaire, à travers le déploiement des moyens aériens, navals et terrestres. Il paiera également donc le prix de son positionnement.

D'après nos informations, ce sont les éléments de ces deux pays qui constituent l'essentiel des forces de la CEDEAO désormais sur le théâtre d'opération gambien. Les informations relatives à la présence de militaires togolais ayant été démenties par l'état-major des Forces Armées Togolaises (FAT); celles sur les Ivoiriens vite retirées, paraissant d'ailleurs improbables vu la mutinerie chronique que vit ce pays depuis plusieurs semaines.

ENTREPRENEURIAT: M^{ME} ABOTCHI HAPPY, PATRONNE DE L'HORLOGERIE « DON DE DIEU »

(Suite de la page 11)

La montre au poignet, hormis le fait qu'elle renseigne sur l'heure, confère également l'élégance à celui ou celle qui la porte ce que les portables ne peuvent pas faire déclare-t-elle avant de poursuivre qu'une « personne n'est respectée qu'au regard de la montre qui apporte une touche particulière à son habillement ».

Même si les portables ont porté un coup fatal à l'horlogerie, la patronne

de « Don de Dieu » n'est pas pour autant inquiète. Elle croit dure comme fer que le métier survivra toujours. Au début du portable au Togo dans les années 1998-2000, indique-t-elle, ses patrons avaient les mêmes craintes, mais aujourd'hui encore le métier demeure. « Les gens ont compris que la montre est irremplaçable et qu'on ne peut pas y substituer le portable et ils ont commencé par revenir. Même dans nos chambres il y a des

pendules qui sont de notre domaine. Donc selon moi c'est un métier qui ne va pas disparaître », rassure Mme Abotchi.

Cependant l'engouement n'est plus. Preuve en 20 ans de carrière, elle n'a eu que trois apprentis. Mais « si c'était un autre métier comme par exemple la couture ou la coiffure, vous verrez que l'atelier serait plein à craquer. Mais comme c'est l'horlogerie, les gens se demandent s'ils peuvent vivre à partir de

ce métier », reconnaît-elle.

Cette absence de relève fait que des gens sont obligés de parcourir de longue distance avant de trouver un horloger. Toutefois, Mme Abotchi se réjouit que certains s'intéressent au métier.

Tel est le cas du dernier apprenti avec qui elle est actuellement. Licencié, il a décidé finalement d'apprendre le métier. De ce fait, elle encourage les jeunes diplômés

sans emploi particulièrement les jeunes filles qui croient que seules la couture et la coiffure leur sont destinées à ouvrir les yeux sur d'autres métiers porteurs.

Avec le peu de moyens dont elle dispose actuellement, Mme Abotchi ambitionne quand même de révolutionner le monde de l'horlogerie togolaise. Elle compte pour y parvenir se former davantage surtout à l'extérieur dans la fabrication de montre.

CAN GABON 2017:

Midias TIGOSSOU

LES EPERVIERS QUITTENT LA COMPETITION AVEC 1 POINT

L'équipe nationale Togolaise a été éliminée de la Coupe d'Afrique des Nations Gabon 2017 sur une deuxième défaite contre la République Démocratique du Congo (RDC) à l'issue de son dernier match, ce 24 janvier à Port-Gentil. Ainsi, les Eperviers quittent la compétition au premier tour. Sur trois matchs, le Togo totalise 1 point. Dans ce groupe C, le Maroc et la RDC se qualifient pour le quart de finale. Ce premier tour de la compétition a connu l'élimination du pays organisateur le Gabon, du tenant du titre la Côte d'Ivoire et d'un des favoris, l'Algérie.

Les éperviers ont été corrigés par les Simba de la RDC lors du dernier match de la poule C sur le score de 3 buts à 1. Au finish, le Togo quitte la compétition avec un point et la 4ème place avec deux buts marqués par Dossévi Thomas et Fodo Laba contre 6 encaissés. Cette confrontation à jeu égal avec les champions sortant avait convaincu le public sportif togolais.

Pour son premier match officiel depuis plus de six mois, Emmanuel Adebayor qui a honoré sa 65ème sélection et probablement sa dernière CAN, a essayé de compenser son manque de compétition par des déplacements intelligents ou sa justesse technique.

UNE JOIE DE COURTE DUREE

Certains observateurs ont plutôt mis ce score nul à l'actif de la baisse du niveau des ivoiriens. Il est à se demander s'ils n'avaient pas vu juste. Le deuxième match des ivoiriens contre la RDC en est une preuve. La certitude c'est l'inexistence des Eperviers après le premier quart d'heure de jeu lors de la rencontre contre le Maroc. 3 buts à 1 en défaveur des Eperviers. Sans doute, Agassa et les siens ou le choix de Claude Leroy ont été les arbres qui cachaient la forêt.



Les Eperviers

Selon certaines sources dignes de foi, Claude Leroy, le coach des Eperviers ne serait pas exempt de tous reproches dans la gestion des Eperviers.

Entre autres, les défenseurs Serge Akakpo, Vincent Bossou, Djene Dakonam, Maklibe Kouloun, Gafar Mamah, Hakim Ouro-Sama, retenus pour cette compétition pourtant l'ont suivie sur le banc de touche lors des deux premières rencontres. Serges Gakpé, un attaquant

de formation, Alexis Romao, un milieu défensif ou offensif devenus des arrières droits sur les deux premiers matchs.

LA MALEDICTION DU PREMIER TOUR

Si le Togo a brillé lors de la CAN 2013 en Afrique du Sud en échouant en quart de finale, on ne peut pas en dire autant depuis la qualification in extremis face au Djibouti. A chaque fois que le Togo a participé à une phase

finale, au nombre de 7, il a été éliminé au premier tour. Pour la CAN 2017, le Togo aura compté sur son capitaine Shéyi Adébayor sur un seul pied. Et le banc togolais étant limité, cela n'incitait guère à l'optimisme.

les autres joueurs qui eux seuls peuvent prononcer le nom de leur club. Leur championnat est inaccessible sur les canaux de diffusion internationaux.

L'heure a sonné pour que le football togolais ne se résume plus aux Eperviers. Plutôt la relance du football national avec une véritable direction technique nationale avec une consultation internationale pour le développement des championnats nationaux masculin ou féminin.

L'inexistence de joueurs togolais dans les grands clubs européens doit contraindre la Fédération de Togolaise de Football (FTF) à asseoir une politique de développement du foot national ne serait-ce qu'à partir de la catégorie junior.

LE ROY, COACH ET CONSULTANT

Les confrères de Canal+ se sont abstenus de critiquer le choix et le système de jeu de leur consultant et coach togolais Claude Le Roy. Ce dernier gracieusement payé par le Togo s'est permis de faire les aller-retour du studio de Canal+ et la sélection togolaise. Claude Le Roy, Hervé Renard étaient au micro de Philippe Doucet pour les dernières analyses sur les équipes participantes à la CAN à la veille de celle-ci. Le travail de consultant jusqu'au bout est inimaginable sous d'autres cieux. Comme le dirait quelqu'un, si l'entraîneur peut se permettre ce loisir autant prendre Alex Ferguson (ancien coach de Manchester United) ou Gérard Houllier (ancien coach de Liverpool et de Lyon)...Face à une telle situation, les dirigeants doivent se voir dans la glace.

LES LEÇONS DE L'ELIMINATION

Il est trop tôt ou tard, c'est selon, pour tirer des leçons de cette énième débâcle des Togolais à la CAN. La première faute, la sélection des joueurs sans club c'est-à-dire sans compétition. Un entraînement quel que soit son intensité ne remplace jamais un match. Nous pouvons citer Agassa, Adébayor sans club et

LES FAVORIS CONFIRMENT

Les pays qualifiés pour les quarts de finale et les confrontations sont connus. Ainsi, le Cameroun et le Burkina Faso du groupe A rencontrent respectivement la Tunisie et le Sénégal, deuxième et premier du groupe B. La RDC, premier du groupe C affronte l'Egypte, le deuxième du groupe D et le premier de ce groupe D, le Ghana est face au Maroc.

Pour ce premier tour de la compétition, 49 buts ont été marqués avant les matches du groupe D. Le Sénégal et le Ghana demeurent les favoris du dernier tour.

IMAGIN'CREATIONS
Communication - Graphisme et Web Design

Obtenez votre SITE WEB en un seul clic

- SITE WEB RESPONSIVE DESIGN
- DES MODULES ADAPTES A VOS BESOINS
- NOM DE DOMAINE ET HEBERGEMENT INTEGRES

Concevez rapidement un site aux couleurs de votre entreprise et devenez visible sur le web !
Ne passez pas à côté de ce potentiel que vos concurrents exploitent déjà.

BP 1415 Lomé-TOGO Tel : (+228) 22 37 37 69/ 92 99 98 00/ 98 00 61 91
Siège social : Immeuble Imagin'Creations, 339 rue Agbalépedo
Route Fan Milk Agbalépedo vers Total Totsi, Lomé - TOGO
E-mail: imagincreations@imagincreations.com / www.imagincreations.com

INTERVIEW : EUGÈNE ABLODEVI, ARTISTE GOSPEL

« JE SUIS L'ARTISTE DE TOUS CEUX QUI ONT SOIF DE CHRIST »

Issu d'une famille polygame, non chrétienne qu'il considère lui-même comme païenne, Eugène Ablodevi de son nom Sodatonou Noulanyo A. à l'état civil est diplômé en cuisine option pâtisserie. Contre toute attente, il a préféré délaissé moule ; rouleau ; spatule au profit du micro pour se vouer à une carrière d'artiste gospel. Cette année, il se prépare à célébrer ses dix (10) ans de carrière. Découvrons-le!

Focus Infos : Qui est Eugene Ablodevi ?

Eugene Ablodevi : Je suis un artiste gospel, chanteur qui chante Dieu. Je suis issu d'une famille païenne c'est-à-dire qu'on adorait les fétiches, on chantait et dansait pour eux car ayant un papa féticheur et une mère adepte du vaudou. Toutefois, lorsque l'appel de Dieu s'est fait entendre, j'ai eu à braver tous les obstacles pour m'y consacrer.

FI : Comment s'est opérée cette rupture ?

EA : Ma famille était plus ancrée dans les rituels vaudous. Quand j'ai été appelé par Dieu, ça n'a pas été du tout facile pour moi. C'était la croix et la bannière car les parents ne pouvaient tolérer un enfant qui allait à l'église sous leur toit.

Mais vu que c'était un appel divin et que Dieu même pourvoit à tout, il a pu me doter des moyens pour surmonter les épreuves, de tenir et d'y arriver. J'ai été affranchi par Dieu d'où le nom d'Ablodevi (affranchi ndlr...) car pour moi c'était plus qu'une grâce de rompre avec ces rituels que je considère comme de l'esclavage. Ce fut vraiment un très grand combat pour moi de suivre Jésus-Christ. Mais accepter Jésus dans ma vie n'est rien que du bonheur pour moi.

FI : Comment vis-tu ton appel ?

EA : Il faut dire que chacun reçoit son appel différemment. Moi spécialement Dieu m'a appelé pour le Gospel et je le fais avec beaucoup de sérieux pour aussi gagner des âmes pour le Christ en les affranchissant aussi comme moi aussi je l'ai été.

Ainsi comme le Médecin est là pour tous ceux qui sont malades moi aussi je suis là pour tous ceux qui sont malades en Christ ou encore pour tous ceux qui n'ont pas encore reçu la parole de Dieu. Raison pour laquelle je suis porté parfois sur des collaborations ne relevant pas du gospel juste pour que par ma personne je parle de Dieu aux gens.

Je peux citer pour exemple ma collaboration avec le collectif « Ménéwou » où il s'est agi en fait d'un acte de patriotisme dans le cadre de la « lutte contre l'Ébola », de « nyonouwo lé bi dji » et aussi dans le cadre de « l'éducation ». Dans tout ça j'interviens en tant qu'envoyé de Dieu en transmettant au travers de mes couplets sa parole car nous sommes des frères et donc nous devons nous aimer.

FI : Ta discographie

EA : Cette année, je serai à mon cinquième album dont le titre est « Nyé Fé » (mon année). En 2007 j'avais sorti un album éponyme « Ablodevi » (Affranchi) ; 2009 « Dzidula » (Vainqueur) ; 2011 « Mawu fé gamé » (l'heure de Dieu) et en 2013 « Beracca ».

FI : Tes sources d'inspiration?

EA : Je reçois mes inspirations dans les moments de jeûne et de prières où je me consacre à l'Éternel. C'est son esprit qui m'inspire et des fois je tire les messages de mes chansons des vécus des gens que je rencontre. Bref, il s'agit d'une combinaison entre la Bible et les vécus quotidiens

FI : 10 ans déjà que tu es en mission pour Dieu, quel bilan et qu'est-ce qui est prévu ?

EA : Par rapport à mes dix ans de carrière, j'avais publié sur les réseaux que 10 ans n'est pas 10 secondes ni 10 heures ou 10 jours n'est également pas 10 ans alors pour moi c'est un mérite et je rends grâce à Dieu car ce n'est pas du tout évident. Je suis très content et fier de fêter mes 10 ans de carrière.

Il y a eu tant de choses durant ce parcours. Le premier événement marquant la célébration de mes 10 ans de carrière est prévu pour le 12 février prochain à l'Agora Senghor couplé avec le lancement de mon cinquième album. Après cela, il y aura une tournée nationale et internationale en Europe. Un grand concert est prévu au Palais des Congrès de



Lomé pour l'apothéose de cette célébration.

FI : A part la chanson que fait Ablodevi.

EA : Mis à part que je sois chanteur, je suis aussi imprégné à 100% dans l'évangélisation. A cet effet, il y a 02 ans de cela que j'ai initié une émission pour apporter la bonne nouvelle au peuple de Dieu sur la radio Zion 94.3 Fm tous les jeudi à partir de quatorze (14) heures. Je suis aussi initiateur d'un événement chaque 01er dimanche du mois au sein de mon église, Ministère d'Évangélisation et de perfectionnement des Saints (MEPS), il s'agit d'une messe d'adoration et de louanges.

FI : Quelles récompenses t'a apportées la musique ?

EA : Par sa grâce, Dieu m'a permis d'avoir certains trophées. J'étais nommé au « FIATI 2011 » au palais des congrès de Lomé un événement qui récompense les artistes chanteurs et lauréat de la meilleure révélation de l'année. En 2013 j'ai reçu au Togo Music Awards, le trophée du meilleur artiste gospel de l'année. En 2015 j'étais nommé au « Kora musique awards » mais je n'ai pas eu de trophée toutefois j'ai encore été

retenu en 2016 pour représenter le Togo dans le domaine du gospel cette année-ci.

Pour moi il s'agit d'une cause

le Togo donc je demande aux Togolais de me soutenir massivement car pour moi, Dieu l'a déjà fait et donc j'attends la participation de la population togolaise à travers son vote quand le moment sera venu afin qu'à travers moi ce soit le Togo qui remporte ce trophée.

FI : Mot de fin

EA : Mes remerciements vont tout droit au bon Dieu qui m'accorde toujours la santé, la sagesse, la vigueur et l'onction pour ce travail. Aussi je le remercie pour ces morceaux qui ne cessent de nourrir des âmes qui ne cessent de faire des témoignages.

Je remercie toute la population togolaise qui me soutient depuis le début de ma carrière jusqu'à aujourd'hui où je célèbre mes 10 ans de carrière. Merci à tous ceux qui me soutiennent aussi bien moralement que financièrement.

Merci au Chef de l'État jusqu'au dernier de ce pays. Je remercie aussi les médias et surtout Focus Infos pour cette opportunité.

MAX AMEGEE S'EXPOSE À L'ÉCOLE DES ARTS À PARIS

L'avocat togolais, peintre aux multiples casquettes et résident à Paris (France), expose son talent et ses œuvres dans la capitale française du 02 au 25 février prochain, à l'École municipale des Arts Plastiques. Depuis 2 ans, il a décidé d'intégrer la classe préparatoire de l'école des Beaux Arts en marge de ses activités professionnelles. C'est dans ce cadre qu'il a été sélectionné pour cette exposition organisée par la ville et l'école des Arts.

EXPOSITION

L'INTIME
MAX AMEGÉE,
ANNE BROSSARD,
ET ANNIE MAZÉYRAC

DU 2 AU 25 FÉVRIER 2017

Vernissage / Conférence le jeudi 2 février à 18h
Conférence « Espace intime »
présentée par Caroline KENNERSON

Une proposition de l'École Municipale d'Arts Plastiques
Bibliothèque Charlotte Delbo
Entrée libre - Tout public
63, avenue Henri-Barbusse
Vigneux-sur-Seine

Renseignement auprès de l'EMAP : 01 69 52 27 83

Ne pas jeter sur la voie publique.



Groupe TOGO TELECOM



Vous souhaitez

**BONNE ET HEUREUSE
ANNÉE 2017**

Le Groupe TOGO TELECOM à votre service

TOGO TELECOM

Place de la Réconciliation (Qt Atchanté) • B.P. 333 Lomé-TOGO
Tél : +228 22 53 44 01 • Fax : + 228 22 21 03 73
E-mail : contact@togotelecom.com.tg
Web : www.togotelecom.tg

TOGO CELLULAIRE

219, Avenue du 24 Janvier, Imm. CFAO • B.P. 924 Lomé-TOGO
Tél : +228 22 22 66 11 / 22 25 80 80 • Fax : +228 22 22 59 00 / 22 25 80 81
E-mail : togocel@togocel.tg / www.facebook.com/Togocel
Web : www.togocel.tg



2017

En cette année

Avancez Librement

avec



SAHAM
Assurance



Bonne année

www.sahamassurance.com